

VOUS ÊTES UN HABITABLE !

sachez déclarer vos revenus de 1940

VOICI, D'APRÈS LES TEXTES LES PLUS RÉCENTS, LES PRINCIPALES FORMALITÉS A REMPLIR

CONSEILS GÉNÉRAUX

Prendre dans les mairies, bureaux publics (postes, contrôles des contributions directes, perceptions) les formulaires suivants :

- Une formule modèle B (couleur blanche) pour tous les impôts en général.
- Une formule modèle A (couleur verte) si vous êtes commerçant ou si vous exercez une profession libérale.

M. B. Cette année, la formule globale n'atteint pas le minimum imposable à l'impôt général sur le revenu, c'est-à-dire :

- 10.000 fr. si vous êtes célibataire veuf ou divorcé.
- 15.000 fr. si vous êtes marié sans enfant.
- 20.000 fr. si vous êtes marié avec un enfant à charge.
- 25.000 fr. si vous êtes marié avec deux enfants à charge.

Vous êtes néanmoins tenu de souscrire une déclaration dans les cas suivants :

- Si vous avez une voiture de tourisme.
- Si vous avez une résidence secondaire.
- Si votre loyer dépasse 3.000 fr. (pour les communes de plus de 50.000 habitants) ou 1.000 fr. pour les autres communes.

CONSEILS AUX SALAIRES

Les prélèvements mensuels opérés depuis le 1er janvier 1940 par vos employeurs représentent l'impôt sur les salaires et la contribution nationale extraordinaire.

Vous devez néanmoins faire figurer votre salaire dans votre déclaration, en vue de l'impôt général sur le revenu.

Les déclarations de salaires souscrites par vos employeurs ne vous dispensent d'ailleurs pas de la production d'une déclaration.

Vous devez d'autre part toujours déclarer :

- Les allocations familiales et suralimentaires.
- Les pensions versées aux ayants droit.
- Les pensions versées aux mutilés.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE REVENUS MOBILIERS

Vous n'avez pas à déclarer les revenus suivants qui sont exemptés d'impôt général sur le revenu :

- Les rentes perpétuelles de 1925 Emprunt-Cailiaux.
- Les intérêts des Bons du Trésor à échéance de 3 ans au maximum.
- Les intérêts des Bons de la Défense à échéance de 3 ans au maximum.
- Les intérêts des Bons 3.50 % 1938, de la Caisse Autonome de la Défense Nationale.
- Les lots des loteries et des jeux reçus en remboursement d'obligations.
- Les intérêts des prêts consentis aux agriculteurs par les négociants en grains contre remise de blé et gain.
- Les sommes reçues à titre de capital des Compagnies d'assurances.

CONSEILS AUX PROPRIÉTAIRES

Revenus fonciers. — Au cours des années précédentes, la formule de déclaration prévoyait deux chapitres distincts, suivant que les propriétés étaient rurales ou urbaines.

À partir de cette année, toutes les propriétés bâties ou non bâties sont rangées dans la même catégorie.

Pour les immeubles donnés en location (maisons ou terres), vous indiquerez le montant des loyers perçus en 1940 (y compris les charges remboursées par les locataires et qui incombent au propriétaire : impôt foncier, assurance, etc.).

Seules, les recettes effectivement encaissées en 1940 doivent être mentionnées dans la déclaration, à l'exclusion des loyers impayés du fait de guerre ou pour tout autre motif.

De même, il n'y a pas lieu de faire état de loyers affectés aux locaux vacants.

Du total des loyers, vous pouvez déduire un forfait de 20 % pour tenir compte des frais de gestion, d'amortissement et d'assurances, plus les frais d'entretien et les réparations.

Pour les immeubles occupés par vous, vous devez indiquer le revenu foncier servant de base à l'impôt foncier et figurant sur la feuille d'investissement foncier.

Si vous avez des immeubles situés à l'étranger, leur revenu doit figurer à la page 3 de la formule.

Sur la page 3 de la formule, au chapitre des revenus encaissés directement ou indirectement à l'étranger :

Vous n'avez pas à déclarer les revenus suivants qui sont exemptés d'impôt général sur le revenu :

- Les rentes perpétuelles de 1925 Emprunt-Cailiaux.
- Les intérêts des Bons du Trésor à échéance de 3 ans au maximum.
- Les intérêts des Bons de la Défense à échéance de 3 ans au maximum.
- Les intérêts des Bons 3.50 % 1938, de la Caisse Autonome de la Défense Nationale.
- Les lots des loteries et des jeux reçus en remboursement d'obligations.
- Les intérêts des prêts consentis aux agriculteurs par les négociants en grains contre remise de blé et gain.
- Les sommes reçues à titre de capital des Compagnies d'assurances.

CONSEILS AUX COMMERCANTS ET AUX INDUSTRIELS

Regime normal. — Si votre chiffre d'affaires annuel dépasse :

- 500.000 fr. (pour la vente de marchandises en général) ou 600.000 fr. s'il s'agit de commissions, courtages ou fournitures de services, vous devez obligatoirement adresser au contrôleur, un compte « Profits et Pertes » une copie du bilan ainsi qu'un relevé des amortissements et provisions constituées par prélèvement sur les bénéfices avec l'indication précise de l'objet de ces amortissements et de ces provisions.

Les sociétés anonymes, les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés en commandite simple ou par actions, les sociétés en nom collectif, rentrent toujours dans le régime normal, quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires annuel.

Il en est de même des marchands de biens, des transporteurs et des banquiers.

Les sociétés doivent, au surplus, produire la copie des documents de communication dont dépendent la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Regime du forfait. — Si vous êtes, l'an dernier, soumis au régime du forfait, et si vous n'avez pas opté dans le courant de janvier 1941 pour l'imposition d'après le bénéfice réel, vous continuerez à être soumis au forfait.

Il suffira simplement, dans ce cas, d'indiquer le chiffre de ce forfait dans la catégorie des « Bénéfices commerciaux ». Si votre forfait n'est pas encore établi, il vous suffira d'indiquer au contrôleur, le montant de vos recettes réalisées en 1940 et éventuellement le montant de vos achats.

Déjà. — Déclaration à faire pour le 31 mars, dernier délai. Tout retard entraînera la majoration de 25 %.

TAUX D'APPRENTISSAGE

Même si vous êtes soumis au forfait pour les bénéfices commerciaux, n'omettez pas de remplir la formule A (couleur verte) qui concerne le cadre réservé à la taxe d'apprentissage.

Cette taxe est due par tout chef d'entreprise avant verse à son personnel, en 1940 un total de salaires dépassant 10.000 fr.

Les appointements comprennent les sommes en argent, les rétributions en nature, pourboires, etc.

Des exonérations totales ou partielles peuvent être accordées aux :

CONSEILS AUX PATRONS-BATELIERS SINISTRÉS

pas de dossier de dommages de guerre à constituer au fait que leurs dommages sont couverts par l'Assurance d'Etat contre les risques de guerre et dans les conditions prévues par le décret des 9 septembre et 27 octobre 1939.

Nous dénonçons donc les agissements de certaines agences financières qui, moyennant frais, tentent de constituer des dossiers de dommages de guerre pour des bateaux sinistrés. Or, ces formalités, sont tout à fait illégales et font dépenser inutilement de l'argent aux patrons-bateaux sinistrés.

Par ailleurs, nous rappelons aux patrons-bateaux sinistrés que le contrat d'assurance d'Etat contre les risques de guerre prévoit que la valeur agréée est obligatoirement égale à la valeur couverte par la police contre risques ordinaires de navigation. Toutefois, il est admise une tolérance de 30 % en plus ou en moins.

En ce qui concerne l'estimation des dommages, l'article 13 du contrat précise que l'expertise est contradictoire et que l'un des experts est choisi librement par l'assuré, l'autre par l'O. N. N. En défaut d'accord, un troisième expert intervient.

Ainsi donc, en se référant à l'article 13 du contrat, les patrons-bateaux sinistrés refusent les estimations de dommages faites en leur absence.

D'autre part, si les patrons-bateaux sinistrés trouvent des cours en personnel et les disponibilités en fournitures correspondant aux réparations de leur bateau, ils doivent en faire état, en vue d'obtenir l'autorisation de faire remettre leur bateau en état de navigabilité.

Les patrons-bateaux sinistrés adhérents au S. G. B. ont pour devoir de se mettre en rapport avec leur syndicat qui leur adressera immédiatement une circulaire précisant leurs droits et les délais des sinistrés de la batellerie.

En terminant, rappelons aux patrons-bateaux sinistrés de vouloir payer dans les bureaux de leur premier d'assurance contre les risques de guerre.

Le Bureau du S. G. B. a créé un service pour l'établissement des demandes de libération provisoire des patrons-bateaux prisonniers de guerre. Pour tous renseignements s'adresser ou écrire, en joignant un timbre, au répondant au président du S. G. B., 19, rue Beaurepaire, Paris Xe.

UNE ASSEMBLÉE DES SYNDICATS D'INITIATIVES

Une assemblée des syndicats d'initiatives de France, organisée à eu lieu à Paris, sous la présidence de M. Pierre Audigier, président de l'Union des fédérations des syndicats d'initiatives de France, Co-

ndammages de guerre pour des bateaux sinistrés. Or, ces formalités, sont tout à fait illégales et font dépenser inutilement de l'argent aux patrons-bateaux sinistrés.

Par ailleurs, nous rappelons aux patrons-bateaux sinistrés que le contrat d'assurance d'Etat contre les risques de guerre prévoit que la valeur agréée est obligatoirement égale à la valeur couverte par la police contre risques ordinaires de navigation. Toutefois, il est admise une tolérance de 30 % en plus ou en moins.

En ce qui concerne l'estimation des dommages, l'article 13 du contrat précise que l'expertise est contradictoire et que l'un des experts est choisi librement par l'assuré, l'autre par l'O. N. N. En défaut d'accord, un troisième expert intervient.

Ainsi donc, en se référant à l'article 13 du contrat, les patrons-bateaux sinistrés refusent les estimations de dommages faites en leur absence.

D'autre part, si les patrons-bateaux sinistrés trouvent des cours en personnel et les disponibilités en fournitures correspondant aux réparations de leur bateau, ils doivent en faire état, en vue d'obtenir l'autorisation de faire remettre leur bateau en état de navigabilité.

Les patrons-bateaux sinistrés adhérents au S. G. B. ont pour devoir de se mettre en rapport avec leur syndicat qui leur adressera immédiatement une circulaire précisant leurs droits et les délais des sinistrés de la batellerie.

En terminant, rappelons aux patrons-bateaux sinistrés de vouloir payer dans les bureaux de leur premier d'assurance contre les risques de guerre.

Le Bureau du S. G. B. a créé un service pour l'établissement des demandes de libération provisoire des patrons-bateaux prisonniers de guerre. Pour tous renseignements s'adresser ou écrire, en joignant un timbre, au répondant au président du S. G. B., 19, rue Beaurepaire, Paris Xe.

EXHUMATIONS DE VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE A BOURSIÈRES

En présence de MM Rindfleisch officier allemand chargé des sépultures, Carré, Annetier, A. Dauchez maire de Boursières ; L. Dubois, représentant des anciens combattants, ont eu lieu, à Boursières, les exhumations et reinterment des victimes civiles des bombardements de mai. Voici la liste de ces victimes : 1. Godard Oscar, né le 4 avril 1865, à Quey-le-

Grand (Belgique) ; 2. Une fillette inconnue de 9 à 10 ans ; 3. Une femme inconnue ; 4. Une femme inconnue ; 5. M. Delatte Alexandre, de Eth ; 6. Dandien Mathilde, de Eth ; 7. Stassin Victor-Alphonse, né le 1er novembre 1886, à Sotzheim (Belgique), résident à Frameries (Belgique) ; 8. Un homme inconnu ; 9. Une femme inconnue ; 10. Un homme inconnu ; 11. Un homme inconnu ; 12. Un homme inconnu ; 13. L'Agerien Gueled Bonhomme, né le 5 ou 9 mai 1894 ; 14. L'Agerien Gueled Bonhomme, né le 5 ou 9 mai 1894 ; 15. Henri Lucien Adolphe, Montargis 145.

Les corps de ces victimes ont été inhumés au cimetière communal.

AVIS AU COMITÉ RÉGIONAL DES PRODUITS RATIONNELS POUR COIFFEURS

On nous communique :

« Il est porté à la connaissance des usagers que le quatrième tour de répartition, que les départements du Nord, Pas-de-Calais et Somme sont rattachés à la répartition que le Comité d'Etat et vice-président du Touring-Club de France ; M. de Labrosse, ancien gouverneur d'Indochine, etc.

La région du Nord était représentée au Comité d'Etat et vice-président de la Fédération du Nord des syndicats d'initiatives, et membre du Comité central de l'Union des fédérations de syndicats d'initiatives.

AVIS AUX PRODUCTEURS, CULTIVATEURS, HERBAGERS

La Préfecture du Nord communique :

L'arrêté du 21 décembre 1940 (article 7, 4) portant organisation du marché de la viande, ordonne que le bétail accidenté doit être remis au Centre d'Abatage ou au Centre d'Abatage auquel la commune est rattachée, qui en prend possession et décide avec le Maire de l'utilisation.

En attendant la parution d'une réglementation spéciale, les cultivateurs, propriétaires d'un animal accidenté, doivent le présenter au Centre d'Abatage ou au Centre d'Abatage, ou au président du Comité de Gestion de ce Centre.

Dans tous les cas, ce bétail doit être livré à un centre d'abatage contre remise d'un certificat de cession officiel (carte rouge).

AVIS AUX PROPRIÉTAIRES DE CHEVAUX AUTRES QUE LES AGRICULTEURS

Tous les propriétaires de chevaux doivent, à partir du 1er Mars, remettre à leur fournisseur habituel, le Centre d'Abatage ou le Centre d'Abatage d'avoine visé par la Mairie.

Les négociants transmettront les demandes avec une liste récapitulative établie par notre alphabétique à la Présidence du Comité de Gestion des Céréaliers, 15 rue des Vieux-Murs, à Lille.

Toute demande individuelle envoyée directement sera retournée à l'adresse.

Tout propriétaire qui tentera de se faire livrer une quantité supérieure à celle qui est inscrite sur la liste de plusieurs négociants, soit en déclarant un nombre supérieur de bêtes, sera rayé de la liste des ayants-droit.

IMPOT SUR LES BÉNÉFICES AGRICOLES

Agriculteurs, herbagers ! votre bénéfice agricole est égal, en principe, au revenu foncier servant de base à l'impôt foncier de vos terres exploitées d'après leur consistance au cours de la campagne agricole terminée en 1940.

C'est donc ce revenu foncier (figurant sur les appréciements) qu'il faut indiquer dans la colonne des bénéfices agricoles. Toutefois, la fraction de ce chiffre excédant 8.000 fr. est comptée double.

Si votre bénéfice réel est inférieur à ce forfait, vous pouvez le substituer au forfait, mais vous devez alors apporter toutes justifications et fournir une note détaillée sur l'exploitation ; (indication de la nature des terres exploitées, recettes brutes, dépenses d'exploitation, fermages, salaires, intérêts des dettes contractées pour les besoins de l'exploitation).

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

— Les appointements de vos employés, le loyer des locaux professionnels, l'éclairage et le chauffage des locaux, les contributions au titre des assurances sociales, l'amortissement du mobilier, du matériel et des outils professionnels, les impôts professionnels, les frais de déplacement et frais de voyage, les frais de documentation professionnelle, le report déficitaire non absorbé des années 1935 à 1939 s'il y a lieu.

Déjà. — Déclaration à produire au Contrôleur, le 31 mars au plus tard. A défaut de déclaration, vous pouvez être taxé d'office avec majoration de 25 %.

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;

b) le montant de vos dépenses professionnelles ;

c) le montant du bénéfice net. Vous pouvez comprendre parmi vos dépenses déductibles :

CONSEILS AUX TITULAIRES DE PROFESSIONS NON COMMERCIALES

Si vous exercez une profession libérale (médecin, dentiste, avocat, homme de lettres, sculpteur, compositeur), ou si vous êtes titulaire de charges et offices (notaire, avoué, huissier, commissaire priseur), ou si vous exercez toutes fonctions ou occupations lucratives dont les profits ne sont pas assujettis à un impôt spécial, vous devez faire la déclaration de votre bénéfice net en vue de votre taxation à la cédule non commerciale. Cette déclaration doit comprendre :

a) le montant de vos recettes réalisées en 1940 ;